

# CLAIMS RESOLUTION TRIBUNAL

---

[Seule la version originale en langue anglaise fait foi]

dans le cadre du *Holocaust Victim Assets Litigation*  
Affaire Numéro CV96-4849

## Décision d'attribution certifiée

en faveur de la requérante [SUPPRIMÉ 1]<sup>1</sup>,  
agissant également en qualité de représentante de [SUPPRIMÉ] et de [SUPPRIMÉ]

et en faveur du requérant [SUPPRIMÉ 2],  
agissant également en qualité de représentant de [SUPPRIMÉ]

et en faveur de la requérante [SUPPRIMÉ 3]

## concernant les comptes bancaires de Georges Klein

Numéros des requêtes: 216115/AY; 216868/AY; 216869/AY; 216949/AY; 217650/AY

Montant de la décision d'attribution : 189,250.00 francs suisses

La présente décision d'attribution certifiée est basée sur les requêtes déposées par [SUPPRIMÉ 1], née [SUPPRIMÉ] (ci-après : « la requérante [SUPPRIMÉ 1] ») concernant les comptes de Georges Klein, [SUPPRIMÉ] et [SUPPRIMÉ]; sur la requête déposée par [SUPPRIMÉ 2], née [SUPPRIMÉ] (ci-après : « la requérante [SUPPRIMÉ 3] ») concernant les comptes de Paul Bloch et de [SUPPRIMÉ]; et sur la requête déposée par [SUPPRIMÉ 3] (ci-après : « le requérant [SUPPRIMÉ 3] ») concernant le compte de [SUPPRIMÉ].<sup>2</sup> Cette décision d'attribution concerne les comptes de Georges Klein auprès des succursales bâloise et genevoise de la banque (ci-après : « la Banque »). Aux effets de cette décision d'attribution, la requérante [SUPPRIMÉ 1], la requérante [SUPPRIMÉ 3] et le requérant [SUPPRIMÉ 2] sont dénommés ensemble : « les requérants »).

Toutes les décisions sont publiées. Toutefois, lorsque – comme en l'espèce – le requérant demande que sa requête soit traitée de manière confidentielle, les noms du requérant, de tout parent du requérant autre que le titulaire du compte, ainsi que celui de la banque, demeurent confidentiels.

---

<sup>1</sup> Dans ses requêtes, la requérante [SUPPRIMÉ 1] agit également comme représentante de [SUPPRIMÉ 2], qui a soumis une requête séparée concernant le compte de [SUPPRIMÉ].

<sup>2</sup> Les requêtes déposées sur ces comptes feront l'objet d'autres décisions.

## **Informations fournies par les requérants**

### Informations fournies par la requérante [SUPPRIMÉ 1]

La requérante [SUPPRIMÉ 1] a soumis des formulaires dans lesquels elle identifie le titulaire des comptes comme étant son père, Georges Mayer Klein, né le 2 juin 1876 à Paris, France, qui avait épousé [SUPPRIMÉ], née [SUPPRIMÉ], le 5 mars 1908 à Paris. La requérante [SUPPRIMÉ 1] indique que le couple avait eu trois enfants : [SUPPRIMÉ], née [SUPPRIMÉ] le 29 novembre 1908, [SUPPRIMÉ], né le 23 juillet 1910, et la requérante [SUPPRIMÉ 1], née le 15 mars 1914. La requérante [SUPPRIMÉ 1] indique que son père, qui était juif, était un ingénieur, résidant à Paris au 240, rue de Tolbiac jusqu'en 1940. La requérante [SUPPRIMÉ 1] ajoute que lors de l'invasion nazie de la France, sa famille avait dû fuir Paris vers Limoges, France, où ils avaient résidé au 87, avenue Ernest-Rubin. La requérante [SUPPRIMÉ 1] explique que tous les membres de la famille avaient dû prendre la fuite, un par un, vers le petit village de Lameize, France, où ils avaient dû vivre en cachette. Selon la requérante [SUPPRIMÉ 1], la famille est retournée à Paris à la fin de la Seconde Guerre Mondiale. La requérante indique que son père est décédé le 5 mai 1959, à Genève, Suisse. En outre, la requérante [SUPPRIMÉ 1] indique que sa sœur, [SUPPRIMÉ], est décédée le 23 août 1985, et que son frère, [SUPPRIMÉ], est décédé le 23 mars 2001. La requérante [SUPPRIMÉ 1] indique que son oncle maternel était Paul Bloch et que son beau-frère était Charles Ulmann. À l'appui de sa requête, la requérante [SUPPRIMÉ 1] a soumis l'acte de mariage de ses parents, indiquant que Georges Mayer Klein avait épousé [SUPPRIMÉ], née [SUPPRIMÉ]; son propre livret de famille identifiant Georges Klein et [SUPPRIMÉ], née [SUPPRIMÉ], comme étant ses parents et [SUPPRIMÉ] et [SUPPRIMÉ] comme étant sa sœur et son frère, respectivement; le livret de famille de [SUPPRIMÉ], née [SUPPRIMÉ], identifiant ses enfants comme étant le neveu et la nièce de la requérante, [SUPPRIMÉ 2] et [SUPPRIMÉ], respectivement; et un document officiel issu par un notaire public identifiant les noms des membres de la famille de la requérante [SUPPRIMÉ 1].

La requérante [SUPPRIMÉ 1] représente son neveu, [SUPPRIMÉ 2], né le 12 janvier 1930 à Paris, et ses nièces, [SUPPRIMÉ], née [SUPPRIMÉ] le 28 avril 1933 à Paris et [SUPPRIMÉ], née [SUPPRIMÉ] le 12 avril 1953 à Paris.

### Informations fournies par le requérant [SUPPRIMÉ 2]

Le requérant [SUPPRIMÉ 2] a soumis un formulaire de requête indiquant qu'il est le petit-fils de Georges Mayer Klein et de [SUPPRIMÉ], née [SUPPRIMÉ]. Dans son formulaire de requête, le requérant [SUPPRIMÉ 2] a soumis des informations similaires aux informations soumises par la requérante [SUPPRIMÉ 1]. Le requérant [SUPPRIMÉ 2] a soumis l'acte de mariage de ses parents, [SUPPRIMÉ], née [SUPPRIMÉ], et Charles René Ulmann, et un livret de famille identifiant [SUPPRIMÉ], née [SUPPRIMÉ], et Charles René Ulmann comme étant ses parents.

Le requérant [SUPPRIMÉ 2] déclare être né le 12 janvier 1930 à Paris. Le requérant [SUPPRIMÉ 2] représente sa sœur [SUPPRIMÉ], née [SUPPRIMÉ], née le 28 avril 1933 à Paris.

### Informations fournies par la requérante [SUPPRIMÉ 3]

La requérante a soumis un formulaire de requête dans lequel elle identifie le titulaire des comptes comme étant son oncle par alliance, Georges Klein, indiquant qu'il avait épousé la sœur de son père, [SUPPRIMÉ], née [SUPPRIMÉ]. La requérante [SUPPRIMÉ 3] indique que son père, Paul Bloch, résidait à Paris, au 16 rue Marignan. À l'appui de sa requête, la requérante [SUPPRIMÉ 3] a soumis plusieurs documents, notamment le livret de famille de ses parents et son propre acte de mariage, identifiant Paul Bloch comme étant son père. La requérante [SUPPRIMÉ 3] indique être née à Paris le 2 décembre 1927.

### **Informations contenues dans les documents bancaires**

Les documents bancaires consistent en des fiches d'ouverture de comptes, en une liste de comptes en déshérence depuis 1940 et en des extraits imprimés de la base de données de la Banque. Il ressort de ces documents que le titulaire des comptes était Georges Klein, résidant à plusieurs endroits, notamment : 240, rue de Tolbiac, Paris 13, France; 29, rue Wurtz, Paris; et à une résidence identifiée comme [SUPPRIMÉ], 342-344, chaussée d'Alseberg, Bruxelles, Belgique. Il ressort des documents bancaires qu'au début le titulaire des comptes avait ouvert les comptes en question, mais à un certain moment les noms [SUPPRIMÉ], née [SUPPRIMÉ] (l'épouse du titulaire des comptes), [SUPPRIMÉ], née [SUPPRIMÉ], [SUPPRIMÉ] et [SUPPRIMÉ] ont été ajoutés comme titulaires des comptes-joints. En outre, il ressort des documents bancaires qu'à une date inconnue, ces noms ont été biffés et Georges Klein est resté le seul titulaire des comptes. Selon les documents bancaires, les porteurs de la procuration étaient Paul Bloch et Charles Ulmann, résidant à Paris au 16, rue Marignan, et au 23, rue Gazau, respectivement.

Les documents bancaires indiquent que le titulaire des comptes était en possession de trois comptes : un dépôt de titres et un compte courant en francs suisses, ouverts le 17 juin 1926, détenus à la succursale bâloise de la Banque et un deuxième dépôt de titres, ouvert le 2 avril 1935, détenu à la succursale lausannoise de la Banque. Tous trois portent le numéro 30961.

En ce qui concerne les comptes détenus à la succursale bâloise de la Banque, les documents bancaires incluent une inscription notant que les bénéficiaires du dépôt de titres avaient été rapatriés en France le 12 janvier 1940 et que dans le compte courant il y avait des coupons non payés en date du 1er novembre 1940. Les documents bancaires n'indiquent pas qui a donné l'ordre de rapatrier les avoirs du dépôt de titres ni leur valeur ni la valeur des coupons. Les réviseurs qui ont mené leur investigation dans cette banque pour identifier les comptes de victimes de persécutions nazies sur les instructions du Comité Indépendant de Personnalités Éminentes (« l'ICEP » ou « l'investigation de l'ICEP ») ont indiqué que ces comptes avaient été inclus dans une liste préparée par la Banque suite à une inspection interne portant sur les titulaires de comptes disparus et avec lesquels il n'y avait pas eu de contact depuis 1940. En outre, les réviseurs ont indiqué que ces comptes ont été fermés officiellement par la Banque en 1952.

En ce qui concerne le dépôt de titres détenu à la succursale lausannoise de la Banque, les documents bancaires ne précisent pas à quelle date le compte en question a été fermé, à qui les avoirs ont été versés ni quel était le solde de ce compte. Les réviseurs de l'ICEP n'ont pas trouvé ce compte dans le système des comptes ouverts de la Banque et ont par conséquent présumé qu'il

était fermé. Ces réviseurs ont indiqué n'avoir trouvé aucune preuve d'activité sur ce compte après 1945. Rien dans les documents bancaires ne semble indiquer que le titulaire des comptes ni les porteurs des procurations ni leurs héritiers aient fermé ce compte et en aient reçu les avoirs eux-mêmes.

## **Analyse effectuée par le CRT**

### Jonction des requêtes

Conformément à l'article 37(1) des Règles de Procédure pour le Règlement des Requêtes, telles qu'amendées, (ci-après : « les Règles »), les requêtes portant sur un même compte ou des comptes apparentés pourront être jointes en une seule procédure à l'appréciation du CRT. En l'espèce, le CRT estime opportun de joindre les trois requêtes de la requérante [SUPPRIMÉ 1], la requête du requérant [SUPPRIMÉ 2] et la requête de la requérante [SUPPRIMÉ 3] en une seule procédure.

### Identification des titulaires des comptes

Les requérants ont identifié le titulaire des comptes de façon plausible. Le nom du père de la requérante [SUPPRIMÉ 1], le nom du grand-père du requérant [SUPPRIMÉ 2] et le nom de l'oncle par alliance de la requérante [SUPPRIMÉ 3] correspondent au nom publié du titulaire des comptes. La requérante [SUPPRIMÉ 1] a identifié l'adresse de son père comme étant le 240, rue de Tolbiac, Paris, ce qui concorde avec l'information non publiée concernant le titulaire des comptes qui figure dans les documents bancaires. Les requérants ont indiqué que le titulaire des comptes avait épousé [SUPPRIMÉ], née [SUPPRIMÉ], ce qui concorde avec l'information non publiée concernant le titulaire des comptes qui figure dans les documents bancaires. En outre, les requérants ont indiqué que le beau-frère du titulaire des comptes était Paul Bloch, résidant à Paris au 16 rue Marignan, et que son beau-fils était Charles Ulmann, ce qui concorde avec les noms des porteurs de la procuration et avec l'adresse non publiée du porteur de la procuration Paul Bloch. De plus, le CRT note que bien qu'ils aient été biffés du registre bancaire, le nom de la requérante [SUPPRIMÉ 1] elle-même et de sa sœur et son frère figuraient dans les documents bancaires. De plus, le CRT note que la requérante [SUPPRIMÉ 1] a soumis son livret de famille, identifiant Georges Klein et [SUPPRIMÉ], née [SUPPRIMÉ], comme étant ses parents et [SUPPRIMÉ] comme étant sa sœur; le livret de famille de [SUPPRIMÉ], née [SUPPRIMÉ], identifiant le requérant [SUPPRIMÉ 2] et sa sœur, [SUPPRIMÉ], qu'il représente, comme étant ses enfants. En outre, le requérant [SUPPRIMÉ 2] a soumis son propre livret de famille, identifiant [SUPPRIMÉ], née [SUPPRIMÉ], comme étant sa mère. Finalement, le CRT note que la revendication supplémentaire reçue concernant ces comptes a été désavouée car ce requérant-là avait soumis un pays de résidence différent du pays de résidence correspondant au titulaire du compte.

### Le titulaire des comptes en tant que victime de persécutions nazies

Les requérants ont démontré qu'il est plausible que le titulaire des comptes ait été victime de persécutions nazies. Les requérants ont affirmé que le titulaire des comptes était juif, et qu'il avait dû fuir Paris et vivre en cachette durant l'occupation nazie de la France.

### Le lien de parenté entre les requérants et le titulaire des comptes

Les requérants ont rendu vraisemblable qu'ils sont apparentés au titulaire des comptes, en soumettant des documents démontrant que le titulaire des comptes était leur parent. Ces documents comprennent le livret de famille de la requérante [SUPPRIMÉ 1], identifiant Georges Klein comme étant son père et [SUPPRIMÉ] comme étant sa sœur, et le livret de famille de [SUPPRIMÉ], née [SUPPRIMÉ], identifiant le requérant [SUPPRIMÉ 2] et sa sœur, [SUPPRIMÉ], qu'il représente, comme étant ses enfants.

### Présomptions relatives aux comptes fermés « par inconnu »

En ce qui concerne le dépôt de titres détenu à la succursale bâloise de la Banque, il ressort des documents bancaires que les avoirs de ce compte ont été rapatriés en France le 12 janvier 1940. Les documents bancaires n'indiquent pas qui a donné l'ordre de transfert de ces avoirs. Toutefois, étant donné que les avoirs ont été rapatriés cinq mois avant l'invasion de la France, étant donné que le père de la requérante résidait à Paris à cette époque, et étant donné que rien ne semble indiquer que le titulaire du compte ait été dans l'impossibilité de contacter la Banque et de recevoir les avoirs de son compte, le CRT conclut qu'il est plausible que les avoirs du compte aient été transférés en France suite à des instructions données par le titulaire du compte.

En ce qui concerne le compte courant détenu à la succursale bâloise de la Banque, étant donné que le compte du titulaire du compte est resté ouvert après la Seconde Guerre Mondiale; étant donné qu'en 1952 ce compte avait été inclus dans une liste préparée par la Banque suite à une inspection interne portant sur les titulaires de comptes disparus et avec lesquels il n'y avait pas eu de contact depuis 1940; étant donné que par la suite, en 1952, la Banque avait fermé ce compte; étant donné qu'il ne reste aucune trace comme quoi le compte ait été payé au titulaire du compte ou à ses héritiers; compte tenu du fait que ni le titulaire du compte ni ses héritiers n'ont certainement pas été en mesure d'obtenir des informations relatives au compte après la Guerre auprès de la Banque dû à la pratique des banques suisses d'occulter ou de falsifier des informations concernant les comptes dans leurs réponses aux investigations entreprises par les titulaires des comptes par crainte de voir leur responsabilité doublement engagée; et compte tenu de l'application des présomptions (h) et (j), lesquelles figurent à l'article 28 (voir Annexe A) des Règles, le CRT conclut qu'il est plausible que ni le titulaire du compte ni les porteurs de la procuration ni leurs héritiers n'aient reçu les avoirs de ce compte.

En ce qui concerne le dépôt de titres détenu à la succursale lausannoise de la Banque, étant donné que le titulaire du compte détenait d'autres comptes à la Banque qui avaient été inclus dans une liste préparée par la Banque suite à une inspection interne portant sur les titulaires de comptes disparus et avec lesquels il n'y avait pas eu de contact depuis 1940; étant donné qu'il ne reste aucune trace comme quoi le compte ait été payé au titulaire du compte ou à ses héritiers;

compte tenu du fait que ni le titulaire du compte ni ses héritiers n'ont certainement pas été en mesure d'obtenir des informations relatives au compte après la Guerre auprès de la Banque dû à la pratique des banques suisses d'occulter ou de falsifier des informations concernant les comptes dans leurs réponses aux investigations entreprises par les titulaires des comptes par crainte de voir leur responsabilité doublement engagée; et compte tenu de l'application des présomptions (f), (h) et (j), lesquelles figurent à l'article 28 (voir Annexe A) des Règles, le CRT conclut qu'il est plausible que ni le titulaire du compte ni les porteurs de la procuration ni leurs héritiers n'aient reçu les avoirs de ce compte.

Sur la base de sa jurisprudence et des Règles, le CRT applique des présomptions pour déterminer si les titulaires des comptes ou leurs héritiers ont reçu les avoirs de leurs comptes.

### Fondement de la décision d'attribution

Le CRT a déterminé qu'une décision d'attribution peut être rendue en faveur des requérants. En premier lieu, leurs requêtes sont recevables conformément aux critères établis à l'article 18 des Règles. En second lieu, les requérants ont démontré de manière plausible que le titulaire des comptes était le père de la requérante [SUPPRIMÉ 1], le grand-père du requérant [SUPPRIMÉ 2] et l'oncle par alliance de la requérante [SUPPRIMÉ 3], et ces liens de parenté justifient qu'une décision d'attribution soit rendue. Enfin, le CRT a déterminé qu'il est plausible que ni le titulaire des comptes ni les porteurs de procurations ni leurs héritiers n'aient reçu les avoirs du compte courant détenu à la succursale bâloise de la Banque et du dépôt de titres détenu à la succursale lausannoise de la Banque.

### Montant de la décision d'attribution

Dans ce cas, la décision d'attribution porte sur un compte courant et un dépôt de titres. En application de l'article 29 des Règles, lorsque le solde d'un compte est inconnu, comme en l'espèce, le solde moyen en 1945 de comptes du même type ou d'un type analogue est utilisé pour calculer la valeur actuelle du compte attribué. Il ressort de l'investigation de l'ICEP qu'en 1945 le solde moyen d'un compte courant était de 2,140.00 francs suisses et le solde moyen d'un dépôt de titres était de 13,000.00 francs suisses. C'est à dire que le solde moyen total des comptes en question était de 15,140.00 francs suisses. Conformément à l'article 31(1) des Règles, la valeur actuelle de cette somme est obtenue en multipliant le montant précité par un facteur de 12.5, produisant ainsi un montant total d'attribution de 189,250.00 francs suisses.

### Répartition du montant de la décision d'attribution

La requérante [SUPPRIMÉ 1] représente, dans cette procédure, ses nièces, [SUPPRIMÉ], née [SUPPRIMÉ], et [SUPPRIMÉ], née [SUPPRIMÉ]. Le requérant [SUPPRIMÉ 2] représente sa sœur, [SUPPRIMÉ], née [SUPPRIMÉ]. Conformément à l'article 23(1)(c) des Règles, si le conjoint du titulaire du compte n'a pas soumis de requête sur le compte, la décision d'attribution répartira le montant du compte à parts égales, par représentation, entre les descendants du titulaire du compte ayant soumis une requête sur le compte. Si un enfant du titulaire du compte est décédé mais que les descendants de cet enfant sont en vie et ont soumis des requêtes sur le compte, ces descendants se verront répartir à parts égales le montant correspondant à l'enfant

décédé. Par conséquent, la requérante [SUPPRIMÉ 1] a le droit de se voir attribuer un tiers du montant total d'attribution, [SUPPRIMÉ], née [SUPPRIMÉ] a le droit de se voir attribuer un tiers du montant total d'attribution et le requérant [SUPPRIMÉ 2] et [SUPPRIMÉ], née [SUPPRIMÉ], ont le droit de se voir attribuer un sixième du montant total d'attribution. Conformément aux principes généraux d'attribution établis à l'article 23 des Règles, la requérante [SUPPRIMÉ 3], n'étant pas une descendante directe du titulaire des comptes, n'a pas le droit de se voir attribuer aucun des comptes revendiqués.

### **Portée de la décision d'attribution**

Le CRT informe les requérants que, conformément à l'article 20 des Règles, leurs requêtes feront l'objet de recherches additionnelles afin de déterminer s'il existe d'autres comptes bancaires auxquels ils auraient droit. De telles recherches porteront notamment sur la base de données de la totalité des comptes, laquelle comprend 4,1 millions de comptes bancaires suisses qui étaient ouverts entre 1933 et 1945.

### **Certification de la décision d'attribution**

Le CRT recommande à la Cour d'approuver la présente décision d'attribution afin que les Représentants Spéciaux procèdent au paiement.

Claims Resolution Tribunal  
Le 20 mai 2004